

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Ministre de l'Emploi,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'Office national de Sécurité sociale, les emplois prévus au plan de personnel sont répartis comme suit entre les cadres linguistiques :

Degrés de la hiérarchie — Trappen van de hiërarchie	Cadre néerlandais Pourcentage d'emplois — Nederlands kader Percentage betrekkingen	Cadre français Pourcentage d'emplois — Frans kader Percentage betrekkingen	Cadre bilingue Pourcentage d'emplois — Tweetalig kader Percentage betrekkingen	
			Réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais — Voorbehouden aan de ambtenaren van de Nederlandse taalrol	Réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique français — Voorbehouden aan de ambtenaren van de Franse taalrol
1	40 %	40 %	10 %	10 %
2	40 %	40 %	10 %	10 %
3	53 %	47 %		
4	53 %	47 %		
5	53 %	47 %		

Art. 2. L'arrêté royal du 12 mars 2007 fixant les cadres linguistiques de l'Office national de Sécurité sociale est abrogé.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 juillet 2013.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales,
Mme L. ONKELINX
La Ministre de l'Emploi,
Mme M. DE CONINCK

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en van de Minister van Werk,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden de betrekkingen voorzien in het personeelsplan als volgt over de taalkaders verdeeld :

Art. 2. Het koninklijk besluit van 12 maart 2007 houdende vaststelling van de taalkaders van de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Werk zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 juli 2013.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Mevr. L. ONKELINX
De Minister van Werk,
Mevr. M. DE CONINCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2013/11374]

30 JUILLET 2013. — Arrêté royal relatif à l'établissement d'un système d'octroi de garanties d'origine pour l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Directive 2009/28/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables et modifiant puis abrogeant les Directives 2001/77/CE et 2003/30/CE;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 7, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, modifié par les lois des 22 décembre 2008, 8 janvier 2012, 29 mars 2012 et 27 décembre 2012;

Vu la proposition de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz, donnée le 29 mars 2012;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 23 mai 2012;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 52.565/3, donné le 9 janvier 2013 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 novembre 2012;

Vu la concertation avec les Gouvernements régionaux;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2013/11374]

30 JULI 2013. — Koninklijk besluit betreffende de instelling van een systeem voor de toekenning van garanties van oorsprong voor elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Richtlijn 2009/28/EG van het Europees Parlement en de Raad van 23 april 2009 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen en houdende wijziging en intrekking van Richtlijn 2001/77/EG en 2003/30/EG;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 7, § 1, eerste lid, 1^o, gewijzigd bij de wetten van 22 december 2008, 8 januari 2012, 29 maart 2012 en 27 december 2012;

Gelet op het voorstel van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, gegeven op 29 maart 2012;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 23 mei 2012;

Gelet op het advies van de Raad van State 52.565/3, gegeven op 9 januari 2013 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 november 2012;

Gelet op het overleg met de gewestregeringen;

Sur la proposition de la Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur et du Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les définitions prévues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après la loi, s'appliquent au présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

« 1° "garantie d'origine" : un document électronique ayant exclusivement pour objectif de prouver au client final qu'une certaine part ou une certaine quantité d'énergie est produite à partir de sources d'énergie renouvelables, comme le prescrit l'article 3(9) de la directive 2009/72/CE et l'article 15 de la directive 2009/28/CE;

2° "banque de données des garanties d'origine" : la banque de données visée à l'article 6, centralisée et gérée par la commission, qui rassemble les garanties d'origine octroyées ainsi que les données qui y sont reprises;

3° "attestation de conformité" : le certificat de garantie d'origine visé à l'article 4 de l'arrêté royal du 16 juillet 2002 relatif à l'établissement de mécanismes visant la promotion de l'électricité produite à partir des sources d'énergie renouvelables.

CHAPITRE 2. — Conditions et procédure d'octroi de garanties d'origine pour l'électricité verte produite par les installations visées à l'article 6 de la loi

Art. 2. § 1^{er}. Les garanties d'origine sont octroyées par la commission aux producteurs titulaires d'une concession visée à l'article 6 de la loi, ou le bénéficiaire de la concession tel que visé à l'article 20 de l'arrêté royal du 20 décembre 2000 relatif aux conditions et à la procédure d'octroi des concessions domaniales pour la construction et l'exploitation d'installations de production d'électricité à partir de l'eau, des courants ou des vents, dans les espaces marins sur lesquels la Belgique peut exercer sa juridiction conformément au droit international de la mer, ainsi que d'une attestation de conformité.

§ 2. Une demande d'octroi de garanties d'origine est adressée à la commission. Cette demande se fait au moyen d'un formulaire établi par la commission et selon les modalités qu'elle détermine. Le demandeur joint à ce formulaire une copie certifiée conforme par l'organisme de contrôle agréé de l'attestation de conformité qui lui a été attribuée.

§ 3. La commission vérifie si le formulaire de demande a été rempli correctement et de façon complète. Si elle constate que la demande est incomplète, elle en informe le demandeur dans un délai de quinze jours ouvrables maximum après réception du formulaire de demande. Elle précise pourquoi le formulaire est incomplet. Le délai accordé au demandeur pour lui permettre de remplir sa demande est fixé à quinze jours ouvrables après réception du formulaire signalant le caractère incomplet de sa demande.

§ 4. Dans un délai d'un mois après réception du formulaire rempli correctement et de façon complète, la commission vérifie que le demandeur répond aux conditions d'octroi des garanties d'origine et l'informe de sa décision. La commission est tenue d'entendre le demandeur qui le lui demande.

§ 5. Chaque demandeur communique à la commission toute modification des données reprises dans le formulaire de demande, et ce dans les quinze jours, et au plus tard avant l'octroi de garanties d'origine suivant.

§ 6. Lorsque la commission constate que les conditions d'octroi de garanties d'origine ne sont plus remplies ou que les renseignements transmis sont incorrects, elle en informe le titulaire de la concession domaniale visé à l'article 6 de la loi. La commission doit entendre le demandeur qui lui en fait la demande. Dans ce cas, la Commission dispose d'un mois pour statuer de sa décision finale. Tout retard par rapport à ce délai doit être dûment motivé. La commission décide, le cas échéant, de ne plus octroyer de garanties d'origine pour cette installation de production et applique, le cas échéant, la méthode de calcul prévue à l'article 3, § 1^{er}.

Art. 3. § 1^{er}. Les garanties d'origine sont octroyées sur la base de l'électricité injectée sur le réseau de transport ou de distribution, produite à partir du 1^{er} janvier 2012 par une installation de production visée à l'article 6 de la loi et pour laquelle une attestation de conformité a été délivrée. Cette électricité injectée est mesurée par le gestionnaire du réseau de transport ou de distribution à hauteur du point de

Op de voordracht van de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en van de Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — Definities

Artikel 1. § 1. De definities bepaald in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna de wet, zijn van toepassing op dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder :

« 1° "garantie van oorsprong" : een elektronisch document dat uitsluitend tot doel heeft aan de eindafnemer te bewijzen dat een bepaald aandeel of een bepaalde hoeveelheid energie geproduceerd is op basis van hernieuwbare bronnen, zoals voorgeschreven in artikel 3(9) van de richtlijn 2009/72/EG en in artikel 15 van de richtlijn 2009/28/EG;

2° "databank garanties van oorsprong" : de databank bedoeld in artikel 6, gecentraliseerd en beheerd door de commissie, die de toegekende garanties van oorsprong evenals de erin opgenomen gegevens verzamelt;

3° "conformiteitsattest" : het certificaat van oorsprongsgarantie bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 16 juli 2002 betreffende de instelling van mechanismen voor de bevordering van elektriciteit opgewekt uit hernieuwbare energiebronnen.

HOOFDSTUK 2. — Voorwaarden en procedure voor het toekennen van garanties van oorsprong voor groene stroom geproduceerd door de installaties bedoeld in artikel 6 van de wet

Art. 2. § 1. De garanties van oorsprong worden door de commissie toegekend aan producenten die houder zijn van een concessie bedoeld in artikel 6 van de wet, of aan de houder van een concessie zoals bedoeld in artikel 20 van het koninklijk besluit van 20 december 2000 betreffende de voorwaarden en de procedure voor de toekenning van domeinconcessies voor de bouw en de exploitatie van installaties voor de productie van elektriciteit uit water, stromen of winden, in de zeegebieden waarin België rechtsmacht kan uitoefenen overeenkomstig het internationaal zeerechteenals van een conformiteitsattest.

§ 2. Een aanvraag voor de toekenning van garanties van oorsprong wordt gericht aan de commissie. Deze aanvraag gebeurt door middel van een formulier opgesteld door de commissie en volgens de door haar bepaalde nadere regels. De aanvrager voegt bij dit formulier een door de erkende keuringsinstelling voor eensluidend verklaarde kopie van het conformiteitsattest dat hem werd toegekend.

§ 3. De commissie gaat na of het aanvraagformulier correct en volledig is ingevuld. Indien zij vaststelt dat de aanvraag onvolledig is, informeert zij de aanvrager hiervan binnen een termijn van maximum vijftien werkdagen na ontvangst van het aanvraagformulier. Zij preciseert waarom het formulier onvolledig is. De termijn die aan de aanvrager verleend wordt om hem toe te laten om zijn aanvraag te vervolledigen wordt bepaald op vijftien werkdagen na ontvangst van het formulier dat het onvolledig karakter van de aanvraag signaleert.

§ 4. Binnen een termijn van één maand na ontvangst van het correcte en volledige formulier, gaat de commissie na of de aanvrager aan de voorwaarden voor toekenning van de garanties van oorsprong beantwoordt en maakt zij haar beslissing aan hem bekend. De commissie is verplicht de aanvrager die haar daarom verzoekt te horen.

§ 5. Elke aanvrager deelt aan de commissie elke wijziging mee van de in het aanvraagformulier opgenomen gegevens, binnen de vijftien dagen, en ten laatste vóór de volgende toekenning van garanties van oorsprong.

§ 6. Wanneer de commissie vaststelt dat de voorwaarden voor toekenning van garanties van oorsprong niet langer vervuld zijn of dat de overgemaakte inlichtingen onjuist zijn, informeert zij hierover de houder van de domeinconcessie, bedoeld in artikel 6 van de wet. In dit geval heeft de Commissie een maand voor zijn finale beslissing bekend maken. Elke vertraging betreffende deze termijn moet behoorlijk gemotiveerd zijn. De commissie moet de aanvrager die haar daarom verzoekt, horen. De commissie beslist in voorkomend geval om geen garanties van oorsprong meer toe te kennen voor deze productie-installatie en past desgevallend de berekeningsmethode toe voorzien in artikel 3, § 1.

Art. 3. § 1. De garanties van oorsprong worden toegekend op basis van de geïnjecteerde elektriciteit op het transmissie- of distributienet, geproduceerd vanaf 1 januari 2012 door een productie-installatie bedoeld in artikel 6 van de wet en waarvoor een conformiteitsattest werd afgeleverd. Deze geïnjecteerde elektriciteit wordt door de transmissie- of distributienetbeheerder gemeten ter hoogte van het

raccordement. Le gestionnaire du réseau de transport ou le gestionnaire de réseau de distribution enregistre l'électricité verte injectée et transmet mensuellement à la commission les données de mesure par point de raccordement.

Si l'énergie électrique mesurée au point de raccordement provient en partie d'installations de production raccordées ne disposant pas d'une attestation de conformité, la base de l'octroi de garanties d'origine est déterminée d'après un mode de calcul établi par le titulaire de la concession domaniale. Le mode de calcul et le résultat du calcul sont soumis à la commission pour approbation. Ce mode de calcul tient compte de l'énergie électrique produite et prélevée par les installations disposant d'une attestation de conformité et des pertes entre les installations de production concernées et le point de raccordement.

§ 2. Une garantie d'origine est délivrée pour une quantité d'électricité verte correspondant à un MWh.

§ 3. Si une quantité de moins d'un MWh reste, les kWh restants peuvent être reportés à la prochaine période d'attribution.

Art. 4. Les garanties d'origine sont octroyées au moins une fois par trimestre, sous forme électronique, après acceptation de la demande par la commission.

La commission envoie, au moins une fois par trimestre, un document comportant le nombre de garanties d'origine par mois de production, et leurs codes, au titulaire de la concession domaniale visé à l'article 6 de la loi.

Dans le cas où les garanties d'origine ne sont pas transmises dans un délai de 6 mois après leur mois de production au détenteur du certificat pour une raison ne résultant pas de sa responsabilité, ces garanties d'origine peuvent être utilisées jusqu'à 6 mois après leur attribution.

Les informations mentionnées sur les garanties d'origine sont mises à jour et gérées par la commission dans la banque de données visée à l'article 6.

Art. 5. § 1^{er}. Toute garantie d'origine comporte au moins les données suivantes :

1° la source d'énergie utilisée pour produire l'énergie et le mois de production;

2° le fait que la garantie d'origine concerne l'électricité;

3° le nom, l'emplacement, le type et la capacité de l'installation dans laquelle l'énergie a été produite;

4° si et dans quelle mesure l'installation a bénéficié d'une aide à l'investissement, si et dans quelle mesure l'unité d'énergie a bénéficié d'une autre manière d'un régime d'aide nationale, et le type de régime d'aide;

5° la date à laquelle l'installation est entrée en service; et

6° la date et le pays d'émission, et un numéro d'identification unique.

§ 2. Une garantie d'origine ne peut être utilisée que dans les douze mois suivant la production de l'unité énergétique correspondante. Au terme de cette durée de validité ou après utilisation, la garantie d'origine est retirée du marché conformément aux dispositions de l'article 6, § 3.

Art. 6. § 1^{er}. L'authenticité des garanties d'origine est garantie par l'enregistrement dans une banque de données de garanties d'origine centralisée et gérée par la commission.

La banque de données comporte au moins les données suivantes pour chaque garantie d'origine :

1° les données visées à l'article 5, § 1^{er};

2° les données d'identification du titulaire de la garantie d'origine;

3° le cas échéant, le numéro d'enregistrement de la transaction;

4° le cas échéant, le prix de vente de la garantie d'origine.

§ 2. Les garanties d'origine qui font l'objet d'une transaction et les données du nouveau titulaire sont transmises par le vendeur des garanties d'origine à la commission d'après les modalités qu'elle détermine.

Dans les dix jours qui suivent la notification d'une transaction de garanties d'origine, la commission attribue un numéro d'enregistrement à la transaction et adapte les données figurant dans la banque

aansluitingspunt. De transmissienetbeheerder of de distributienetbeheerder registreert de geïnjecteerde groene stroom en maakt de meetgegevens maandelijks per aansluitingspunt over aan de commissie.

Indien de elektrische energie gemeten op het aansluitingspunt deels afkomstig is van aangesloten productie-installaties die niet over een conformiteitsattest beschikken, dan wordt de basis voor de toekenning van garanties van oorsprong bepaald volgens een berekeningswijze opgesteld door de houder van de domeinconcessie. De berekeningswijze en het resultaat van de berekening worden aan de commissie voorgelegd ter goedkeuring. Deze berekeningswijze houdt rekening met de elektrische energie geproduceerd en afgenomen door de installaties dewelke over een conformiteitsattest beschikken en met de verliezen tussen de betrokken productie-installaties en het aansluitingspunt.

§ 2. Een garantie van oorsprong wordt afgeleverd voor een hoeveelheid groene stroom die overeenkomt met één MWh.

§ 3. Als een hoeveelheid van minder dan één MWh overblijft, mogen de overblijvende kWh worden overgedragen naar de volgende toekenningsperiode.

Art. 4. De garanties van oorsprong worden minstens één keer per kwartaal, in elektronische vorm, na aanvaarding van de aanvraag door de commissie toegekend.

De commissie verstuurt, minstens één keer per kwartaal, een document met het aantal garanties van oorsprong per productiemaand, en de codes ervan, aan de houder van de domeinconcessie bedoeld in artikel 6 van de wet.

In het geval dat de garanties van oorsprong niet binnen een termijn van 6 maand na de productiemaand zijn overgedragen aan de certificaatgerechtigde, omwille van een oorzaak waarvoor de certificaatgerechtigde niet verantwoordelijk is, kunnen deze garanties van oorsprong tot zes maanden na de toekenning ervan worden gebruikt.

De informatie vermeld op de garanties van oorsprong wordt bijgehouden en beheerd door de commissie in de databank bedoeld in artikel 6.

Art. 5. § 1. Elke garantie van oorsprong bevat minstens de volgende gegevens :

1° de energiebron waarmee de energie is geproduceerd en de productiemaand;

2° het feit dat de garantie van oorsprong betrekking heeft op elektriciteit;

3° de identiteit, de locatie, het type en de capaciteit van de installatie waar de energie is geproduceerd;

4° of en in welke mate de installatie investeringssteun heeft gekregen, of en in welke mate de energie-eenheid op enige andere manier steun heeft gekregen uit enige nationale steunregeling, en het type steunregeling;

5° de datum waarop de installatie operationeel is geworden; en

6° de datum en het land van afgifte en een uniek identificatienummer.

§ 2. Een garantie van oorsprong mag uitsluitend worden gebruikt binnen twaalf maanden na de productie van de desbetreffende energie-eenheid. Na het verstrijken van deze geldigheidsduur of na gebruik wordt de garantie van oorsprong uit de markt genomen overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, § 3.

Art. 6. § 1. De echtheid van de garanties van oorsprong wordt gewaarborgd door de registratie in een databank garanties van oorsprong gecentraliseerd en beheerd door de commissie.

De databank bevat voor elke garantie van oorsprong minstens de volgende gegevens :

1° de gegevens bedoeld in artikel 5, § 1;

2° de identificatiegegevens van de houder van de garantie van oorsprong;

3° desgevallend het registratienummer van de transactie;

4° desgevallend de verkoopprijs van de garantie van oorsprong.

§ 2. De garanties van oorsprong die het voorwerp uitmaken van een transactie en de gegevens van de nieuwe houder worden door de verkoper van de garanties van oorsprong aan de commissie overgemaakt volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Binnen tien dagen na kennisgeving van een transactie van garanties van oorsprong geeft de commissie een registratienummer aan de transactie en past ze de gegevens in de databank aan. De overgedragen

de données. Les garanties d'origine reportées sont inscrites au débit du compte du vendeur et au crédit du compte de l'acheteur.

§ 3. La garantie d'origine n'est plus transférable si :

1° elle a été utilisée dans un Etat membre pour prouver au client final la part ou la quantité d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables que contient le mix énergétique du fournisseur, comme le prescrit l'article 3(9) de la Directive 2009/72/CE du 23 avril 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité;

2° son délai de validité a expiré.

Dans ces cas-là, la garantie d'origine qui a été délivrée par la commission figure dans le registre des garanties d'origine retirées du marché.

Art. 7. La commission reconnaît les garanties d'origine qui sont émises par une région ou un autre Etat membre à titre de preuve des éléments visés à l'article 5, § 1^{er}. La commission ne peut refuser de reconnaître les garanties d'origine émises par une région ou un autre Etat membre que si elle a des doutes fondés quant à l'exactitude, la fiabilité ou la véracité de celles-ci. La commission notifie un tel refus à la Commission européenne ainsi que sa motivation.

CHAPITRE 3. — Dispositions finales

Art. 8. Le ministre compétent pour l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 juillet 2013.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre et Ministre de l'Intérieur,
Mme J. MILQUET

Le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité,
M. WATHELET

garanties van oorsprong worden ingeschreven op het debet van de rekening van de verkoper en op het krediet van de rekening van de koper.

§ 3. De garantie van oorsprong is niet meer overdraagbaar als :

1° ze gebruikt werd in een lidstaat om aan de eindafnemer aan te tonen dat een bepaald aandeel of een bepaalde hoeveelheid energie in de energiemix van een leverancier geproduceerd is op basis van hernieuwbare bronnen, zoals voorgeschreven in artikel 3(9) van de Richtlijn 2009/72/EG van 23 april 2009 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit;

2° de geldigheidstermijn ervan verstreken is.

In deze gevallen wordt de garantie van oorsprong die afgeleverd werd door de commissie, opgenomen in het register van de garanties van oorsprong die uit de markt zijn genomen.

Art. 7. De commissie erkent de garanties van oorsprong die zijn uitgegeven door een gewest of een andere lidstaat als bewijs van de in artikel 5, § 1, bedoelde elementen. De commissie kan de garanties van oorsprong die zijn uitgegeven door een gewest of een andere lidstaat alleen weigeren te erkennen als zij gegronde twijfels heeft omtrent de nauwkeurigheid, betrouwbaarheid of waarachtigheid daarvan. De commissie stelt de Europese Commissie van deze weigering en de motivering ervan in kennis.

HOOFDSTUK 3. — Slotbepalingen

Art. 8. De minister bevoegd voor Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 juli 2013.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken,
Mevr. J. MILQUET

De Staatssecretaris voor Leefmilieu, Energie en Mobiliteit,
M. WATHELET

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

VLAAMSE OVERHEID

[2013/204470]

5 JULI 2013. — Besluit van de Vlaamse Regering betreffende de toekenning van subsidies aan jeugdhuizen voor de uitvoering van een bovenlokaal project

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 7 mei 2004 houdende aanvullende subsidies voor tewerkstelling in de culturele sector, artikel 12, gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2013;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 2 mei 2013;

Gelet op advies 1305 van de Vlaamse Jeugdraad, gegeven op 8 mei 2013;

Gelet op het overleg met de sociale partners van 14 mei 2013;

Gelet op het advies van de Sectorraad Sociaal-Cultureel Werk van de Raad voor Cultuur, Jeugd, Sport en Media, gegeven op 16 mei 2013;

Gelet op advies 53.438/1 van de Raad van State, gegeven op 27 juni 2013, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs, Jeugd, Gelijke Kansen en Brussel;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit wordt verstaan onder :

1° administratie : de afdeling Jeugd van het agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen;

2° decreet van 7 mei 2004 : het decreet van 7 mei 2004 houdende aanvullende subsidies voor tewerkstelling in de culturele sector;